



doc.VEILLE
Bulletin de veille webographique

Février, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.



L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale

OCDE

Paris : OCDE, 2011, 250 p.

Source: OCDE,

http://www.oecd.org/document/18/0,3746,fr_2649_33723_47135314_1_1_1_1.00.html

Tags : Société | Recherche | Sciences | Technologie

L'environnement politique mondial actuel implique l'urgence de s'intéresser davantage aux facteurs non-économiques du bien-être. Dans cette perspective, l'éducation est considérée en tant qu'élément fondamental susceptible d'influencer les indicateurs de progrès social. Toutefois, les liens et les mécanismes de causalité, de même que l'impact des différentes initiatives menées à ce titre sur le bien-être restent mal identifiés.

Le présent document propose des éléments de réponse aux difficultés constatées dans

l'évaluation de l'impact social de l'éducation. Il fournit une synthèse des analyses conduites en la matière tout en proposant une lecture des récents débats politiques sur la question. Le rapport conclut que l'éducation peut contribuer vraisemblablement à améliorer la santé et l'engagement civique et social des populations.

Du point de vue des politiques publiques, l'éducation constitue un outil décisif pour améliorer les systèmes de santé et combattre la

criminalité. Elle fournit aux individus les instruments nécessaires pour développer leurs connaissances et leurs compétences cognitives, sociales et psychologiques. D'où, son importance en matière d'adoption d'usages, de valeurs et de principes favorisant des mode de vie équilibrés et une citoyenneté active.

Néanmoins, l'efficacité des efforts déployés en matière d'éducation est tributaire des actions d'accompagnement menées au sein même de la famille et de l'environnement social en général. C'est pourquoi il est nécessaire de

renforcer la cohérence des politiques publiques s'y rapportant, en insistant sur la cohérence entre les différents niveaux d'enseignement.

Pour cela, L'optimisation des structures de gouvernance et de gestion, mais aussi des instruments politiques dont disposent les pouvoirs publics, peuvent permettre d'améliorer la contribution des différents acteurs impliqués dans le but de faire émerger une stratégie intégrée favorisant le progrès social.

L'éducation peut contribuer à améliorer considérablement le bien-être et le progrès social.



Enquête planétaire : 2011, la jeunesse du monde

Fondation pour l'innovation politique

Paris: Fondapol, 2011 - 88p.

Source: Fondapol,

<http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2011/01/2011-la-jeunesse-du-monde.pdf>

Tags : Société | Enquête | Jeunesse

Cette enquête sur la jeunesse du monde a porté sur des échantillons de 1000 personnes, âgées de 16 à 29 ans, dans chacun des 25 pays couverts. Elle éclaire sur les manières de vivre, les opinions et les aspirations des jeunes des cinq continents.

L'enquête tient compte du contexte mondial qui se caractérise par l'accélération du processus de redistribution du pouvoir et des richesses au profit de puissances émergentes

souvent plus jeunes. Dans ces pays, les relations entre les générations sont également traversées par de fortes tensions et la jeunesse, par les nouvelles valeurs qu'elle adopte, contribue fortement à en précipiter les mutations.

L'enquête esquisse le portrait d'une génération mondialisée et souligne les divergences entre les jeunes européens et ceux des pays émergents. S'agissant du Maroc et pour 75 % des jeunes, l'appartenance à un groupe ethnique représente un trait majeur de leur identité, contre 45 % au sein de la jeunesse européenne et 61 % au sein de la jeunesse turque.

De plus, 87% des jeunes marocains accordent une importance à la nationalité dans leur identité contre 66 % pour les européens et 80% pour les turcs. Il en va de même pour la religion (92%, contre 35% pour les européens et 74% pour les turcs) ou encore la langue (84%, contre 75% pour les européens, les turcs affichent une proportion de 84%).

87 % des jeunes marocains accordent une importance à la nationalité dans leur identité.

La jeunesse des pays émergents se prononce massivement pour une société où les immigrés conserveraient leurs traditions et leur culture (85% des chinois, 75% des mexicains), tandis que les jeunes occidentaux optent majoritairement pour une société où les immigrés doivent s'intégrer (68% des jeunes espagnols, 67% des jeunes français et allemands).

L'enquête, s'est également intéressée à l'intention des jeunes de quitter leur pays pour s'installer à l'étranger. Contrairement à certaines perceptions, la part des jeunes marocains qui souhaite émigrer n'est que de 29% contre 31 % pour les jeunes estoniens, 35% pour les grecs et 41% pour les roumains.



The Future of the Global Muslim Population : Projections for 2010-2030

The Pew Forum Of Religion and Public Life

New York : The Pew Forum of Religion and Public Life, 2011 - 211 p.

Source : PFRPL,

<http://pewforum.org/The-Future-of-the-Global-Muslim-Population.aspx>

Tags : Société | Religion | Islam | Démographie

Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet Pew-Templeton Global Religious Futures, lancé par le Fonds caritatif Pew et destiné à analyser les changements religieux et leurs impacts sur les sociétés dans le monde.

Selon les projections de ce rapport, la population musulmane dans le monde devrait croître deux fois plus vite que les autres religions à l'horizon 2030, soit une croissance annuelle moyenne de 1,5 % pour les musulmans contre 0,7 % pour les non-musulmans.

Si la tendance actuelle se poursuit, les musulmans représenteraient 26,4 % de la population mondiale en 2030, contre 23,4% en 2010. Cette population constituerait ainsi plus d'un quart des habitants de la planète en dépit du repli de son taux de natalité qui passerait de 2,2% par an entre 1990 et 2010 à 1,5% entre 2010 et 2030.

Le rapport souligne qu'environ 60% des musulmans vivraient en 2030 dans la zone Asie-Pacifique, 20% au Proche-Orient, 17,6% en Afrique subsaharienne, 2,7% en Europe et 0,5% aux Amériques. Le Pakistan dépasserait

l'Indonésie et deviendrait ainsi le pays musulman le plus peuplé.

En Europe, du fait de l'immigration, le nombre de musulmans augmenterait d'un tiers pour représenter 8% de la population européenne contre 6% actuellement. Les musulmans compteraient une population de 6,9 millions en France, soit 10,3% de la population totale de ce pays contre 4,7 millions actuellement (7,5%). Ils seraient 5,6 millions (8,2%) au Royaume-Uni, contre 2,9 millions aujourd'hui, et 5,5 millions en Allemagne (7,1%), contre 4,1 millions (5%). Aux Etats-Unis, la part de la population musulmane passerait de 0,8% à 1,7%.

Les Musulmans représenteraient 26,4 % de la population mondiale en 2030.

Ces évolutions démographiques ne devraient pas, toutefois, modifier les proportions des différentes branches du monde musulman. Les sunnites resteraient largement majoritaires, représentant entre 87 et 90% de la population musulmane totale, compte tenu du faible taux de natalité en Iran où vit un tiers des chiites.



Indicateurs de sciences et de technologies 2010

OST (Observatoire des sciences et des techniques)

Paris : Economica, 2011, 592 p.

Source: OST,

www.obs-ost.fr/fr/le-savoir-faire/etudes-en-ligne/travaux-2010/rapport-biennal-edition-2010.html#c916

Tags : Recherche | Sciences | Technologie | R&D

Dans la 10^{ème} édition de son rapport biennal sur les indicateurs de sciences et de technologies, l'OST confirme globalement les évolutions enregistrées ces dernières années dans ce domaine en France, en Europe et dans le monde.

D'après les données du rapport, la dépense intérieure de R&D (DIRD) de la France est passée de 2,29% du PIB en 1995 à 2,08% en 2008. Cette baisse a fortement affecté l'activité de l'innovation dans la mesure où la France a vu sa part dans le système européen de brevets se replier de 8,9% en 1990 à 6,3% en 2008.

La DIRD en France incombe à hauteur des deux tiers aux entreprises et à un tiers aux administrations. Dans ce pays, 58% des chercheurs sont en activité dans le secteur privé en 2007 contre 45% en 1995. Le nombre de chercheurs opérant dans les entreprises françaises a en effet plus que triplé durant la période 1981-2007.

Au niveau européen, le secteur de la recherche a été dominé en 2007 par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, qui comptent ensemble 60 % des dépenses de R&D de l'Union Européenne ainsi que la moitié des chercheurs et publications de la région. En 2007, la R&D

a représenté 2,53% du PIB de l'Allemagne, soit 27% du budget total de l'Union. De même, les nouveaux Etats membres comme la Slovaquie et la République tchèque consacrent 1,5% de leur PIB à la R&D, soit plus que l'Italie ou l'Espagne.

Globalement, même si les dépenses de R&D de l'Union Européenne ont augmenté de 78%, durant la période 1995-2007, les 27 Etats membres ne représentent que le quart des dépenses mondiales de R&D contre environ 30% en 1995. En 2008, l'Union Européenne n'a représenté que 32,5% des publications scientifiques mondiales contre 35% en 2003.

Au total, même si les dépenses mondiales de R&D ont augmenté de 33 % entre 2002 et 2007, ces dépenses demeurent concentrées sur un nombre restreint de pays. Aujourd'hui, 80 % des dépenses mondiales de R&D sont assurées par quatre pays : les Etats-Unis (34 %), l'Union Européenne (23 %), le Japon (13 %) et la Chine (9 %). Dans cette hiérarchie, il y a lieu de noter que la Chine a connu l'évolution la plus remarquable, puisque sa part au niveau mondial a presque doublé au cours de cette période, passant de 5 % à 9,2 %.

Les dépenses mondiales de R&D ont augmenté de 33 % entre 2002 et 2007.



The World in 2050: Quantifying the Shift in the Global Economy

WARD, Karen

Global Economics, janvier 2011, HSBC, 46 p.

Source : HSBC,

<http://www.pwc.fr/the-world-in-2050.html>

Tags : Economie Internationale | Prévision | PIB | Prospective

Ce rapport dresse les perspectives de l'économie mondiale dans les quarante prochaines années, sur la base des évolutions économiques, démographiques, politiques et sociales en s'appuyant sur les travaux de plusieurs économistes et géopolitologues.

Les résultats de cet exercice prospectif sont toutefois tributaires de l'efficacité du système de gouvernance à l'échelle mondiale.

La croissance économique mondiale s'accélérait au cours des 40 prochaines années, au rythme annuel moyen de 3 %, contre 2 % au cours des années 2000. D'ici à 2050, les pays actuellement en développement connaîtraient un essor remarquable leur permettant de dépasser, en termes de PIB, les pays développés. Parmi ces pays, 19 feraient partie des 30 premières économies mondiales.

Deux pays, la Chine et les Etats-Unis, disposeraient à l'horizon 2050 d'un leadership incontestable sur l'échiquier mondial. Leurs PIB seraient presque à parité. Néanmoins, si la Chine aurait cinq fois plus d'habitants que les Etats-Unis, il n'en demeurerait pas moins qu'elle serait confrontée à de multiples défis, liés notamment au vieillissement de sa population et à l'aptitude de son système politique à répondre aux mutations internes et externes.

Pour sa part, l'Inde enregistrerait un renforcement substantiel de son poids économique, avec un PIB qui s'établirait autour de 50% de celui de la Chine.

En revanche, l'Europe assisterait à une perte d'influence économique, sous l'effet du déclin de sa démographie (diminution d'environ cinquante millions). Le dérèglement des flux migratoires aggraverait cette situation, puisque l'Europe connaîtrait le départ de main d'œuvre qualifiée en faveur de populations migrante en mal d'intégration.

Cette évolution serait toutefois différenciée selon les pays. Le Royaume-Uni, en raison de sa démographie et de son secteur financier, subirait moins de pertes comparativement à des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Pologne et l'Allemagne qui connaîtraient un déclin important.

S'agissant du monde musulman, le rapport fait état d'évolutions moins positives. Dans cette catégorie, la plupart des pays demeureraient aux prises à des difficultés majeures liées entre autres au déficit démocratique, à la prévalence de la pauvreté et dans certains cas à la radicalisation. Toutefois, des pays, comme la Turquie, seraient susceptibles d'enregistrer une évolution positive.

D'ici 2050, les pays actuellement en développement pourraient dépasser les pays développés en termes de PIB.



The Energy Report: 100% Renewable Energy by 2050

WWF

Gland : WWF, 2011

Source : WWF,

<http://www.wwf.fr/s-informer/nos-missions/changement-climatique/documents/the-energy-report-100-renewable-energy-by-2050>

Tags : Environnement | Énergie | Ecofys | Prospective

D'après les conclusions de la présente étude, les besoins énergétiques en termes d'électricité et de transport, tant pour l'industrie que pour les ménages, pourraient être couverts d'ici à 2050 en n'ayant qu'un recours résiduel aux combustibles d'origine fossile et à l'énergie nucléaire. Selon le scénario d'Ecofys, la demande énergétique mondiale en 2050 serait globalement inférieure de 15% à son niveau de 2005.

Le scénario "Énergie inépuisable" se base sur le tarissement attendu des énergies fossiles (principaux émetteurs de gaz à effet de serre) et examine en détails les mesures techniques nécessaires pour le développement des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydroélectricité, bioénergie, géothermie etc.).

La biomasse est une ressource importante mais extrêmement sensible. De ce fait, une vigilance accrue devrait être maintenue pour limiter l'usage des terres à des fins de bioénergie (non-concurrence de l'agriculture nourricière), tout en favorisant la concrétisation de l'objectif de 100% énergies renouvelables. L'électricité devrait être le principal vecteur de cette

évolution, au moment où les carburants fossiles (pétrole, gaz, charbon) devraient être remplacés.

Le scénario prévoit aussi une énergie accessible à l'ensemble des populations réduisant par la même occasion la pauvreté. En fournissant une énergie propre, l'étude estime que les économies réalisées grâce à la baisse des coûts de l'énergie, par rapport au scénario tendanciel, s'établiraient à environ 4000 milliards d'euros rien que pour l'année 2050.

Le WWF prévoit 95% de sources d'énergie renouvelable en 2050.

Dans ce scénario, les conflits liés à l'énergie et les pollutions atmosphériques massives pourraient être évités. En raison de la limitation des réserves, l'exploitation des énergies fossiles se ferait davantage dans des zones restreintes caractérisées par une instabilité à la fois politique et environnementale.

Au total, le scénario du « Rapport Énergie » prévoit d'ici à 2050 une réduction de 80% des émissions mondiales de CO₂ issues du secteur de l'énergie, ce qui permettrait de limiter de façon très significative l'augmentation moyenne de la température à 2°C et d'éviter par conséquent le risque d'un dérèglement climatique aux conséquences dramatiques.



Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication

PNUE

Paris : PNUE, 2011 – 626 p.

Source : PNUE,

http://www.unep.org/GreenEconomy/Portals/93/documents/Full_GER_screen.pdf

Tags : Environnement | Economie verte | Croissance

Le nouveau rapport du PNUE démontre que la transition vers une économie verte est possible sous réserve de consacrer 2 % du PIB mondial par an d'ici à 2050 (soit environ 1300 milliards d'euros par an), au titre des investissements de conversion vers l'économie verte au niveau des secteurs clés tels que sont l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie manufacturière, le tourisme, le transport, l'eau et la gestion des déchets.

Ce rapport souligne qu'il est possible de créer de la croissance

économique, tout en favorisant la durabilité environnementale. Dans ce scénario, le recours à l'économie verte permettrait de créer des emplois additionnels et d'enregistrer des avancées économiques, tout en faisant face avec efficacité aux effets négatifs du changement climatique, dont notamment la rareté de l'eau et la détérioration des services rendus par les écosystèmes.

Le scénario d'investissement vert permettrait ainsi d'obtenir des taux de croissance annuels plus élevés, assortis d'une baisse projetée du ratio mondial «empreinte écologique / biocapacité» passant de 1,5 aujourd'hui à moins de 1,2 à l'horizon 2050, contre un ratio de 2 dans le cas d'un scénario tendanciel.

Grâce à une réduction de la demande mondiale en énergie, de 40% à l'horizon 2050 par rapport au scénario tendanciel, le recours à l'économie verte favoriserait l'efficacité énergétique et contribuerait significativement à la réduction des émissions de CO₂ liées à l'énergie d'environ un tiers d'ici 2050.

La concentration atmosphérique des émissions de CO₂ devrait se maintenir en-dessous de 450 ppm d'ici à 2050, soit le niveau requis pour limiter le réchauffement climatique à 2° C.

La transition vers une économie verte est possible à condition d'investir annuellement 2 % du PIB mondial d'ici à 2050.

Un quart des investissements verts analysés

(0,5 % du PIB mondial) serait alloué aux secteurs basés sur le capital naturel : foresterie, agriculture, eau douce et pêche. La valeur ajoutée dans l'industrie forestière augmenterait d'environ 20 % en 2050 par rapport au scénario tendanciel. Les investissements dans l'agriculture verte auraient pour conséquences, à long terme, l'enrichissement des sols et une hausse des rendements mondiaux des principales cultures supérieures de 10 % à ce que permettent les stratégies d'investissement actuelles.

L'efficacité accrue des secteurs agricole et industriel réduirait la demande en eau d'environ un cinquième d'ici 2050, ce qui relâcherait la pression sur les nappes phréatiques et les eaux de surface.



The Future of Food and Farming: Challenges and choices for global sustainability

The Government Office for Science

London: GOS, 2011 – 211 p.

Source : The Government Office for Science,

<http://bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/food-and-farming/11-546-future-of-food-and-farming-report.pdf>

Tags : Sécurité alimentaire | Agriculture | Agroalimentaire

En 2010, la terre comptait environ 6,7 milliards d'humains dont 925 millions en proie à la famine et à la malnutrition (soit 1 habitant sur 7). A l'horizon 2050, la population mondiale atteindrait environ 9 milliards d'habitants. Cet accroissement remarquable accroîtrait significativement les besoins alimentaires et énergétiques, particulièrement dans les pays du Sud.

Actuellement, le système agro-alimentaire consomme les ressources naturelles à un rythme supérieur à ce qui est requis pour leur renouvellement. Si cette tendance ne s'infléchit pas, les capacités productives des écosystèmes seraient gravement compromises dans les 20 années à venir.

Les experts notent à ce titre que la balance entre l'offre et la demande alimentaire mondiale serait modifiée par le changement des habitudes alimentaires. Avec l'augmentation de l'espérance de vie, conjuguée aux progrès technologiques, une plus grande proportion de la population mondiale exigerait l'accès à des alimentations riches et variées.

Néanmoins, la compétition pour les terres arables, l'eau et l'énergie deviendrait intense et entraînerait une dégradation massive de l'environnement. Les pays en voie de développement devraient mobiliser, à l'horizon 2050, 120 millions d'hectares supplémentaires. La demande en eau pour l'irrigation, quand à elle,

pourrait augmenter de 30% en 2030 et doubler d'ici à 2050.

A l'horizon 2050, les besoins énergétiques des populations devraient être multipliés par 2.3 en Asie, 1.9 en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 5.3 en Afrique, tandis que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient devraient voir leurs besoins multipliés par 2,5 à 3.

Dans le but de nourrir durablement et équitablement la population mondiale, il serait nécessaire de réduire la pauvreté

et les inégalités sociales. Le défi majeur serait de faire de l'agriculture une activité à

même de répondre aux besoins alimentaires et énergétiques et d'assurer un fonctionnement viable des écosystèmes,. Cela serait tributaire de la conduite d'une gestion efficace des disponibilités en eau, du maintien de la biodiversité des milieux et des cycles écologiques des éléments nutritifs ainsi que le cycle carbone de manière à réduire les gaz à effets de serre et la pollution.

Au total, le rapport suggère de placer la production alimentaire au rang des priorités des agendas politiques, en conduisant systématiquement des politiques environnementales en cohérence avec les impératifs de la sécurité alimentaire. Cela permettrait à l'évidence d'améliorer la « gouvernance politique et économique du système alimentaire».

Il serait possible de nourrir 9 milliards d'individus à l'horizon 2050, dans le cadre d'un développement durable.



Les carburants du futur

Groupe d'experts européens sur les carburants du futur pour les transports

Paris : GECF, 2011 – 81 p.

Source : GECF

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/61&format=HTML&aged=0&language=fr>

Tags : Environnement | Carburants | Gaz à effet de serre

Selon ce rapport, les carburants alternatifs pourraient remplacer progressivement les énergies d'origine fossile et rendre ainsi le transport durable d'ici à 2050.

Les experts soulignent qu'il serait possible de répondre à la demande émanant de l'ensemble des modes de transport, par une combinaison de l'énergie électrique et des biocarburants comme solutions principales, complétée par des carburants synthétiques issus des énergies renouvelables, comme solution intermédiaire.

Selon le rapport, les carburants alternatifs constituent la meilleure solution pour «décarboniser» les transports en supplantant progressivement les sources d'énergie fossiles de nature polluante. Toutefois, La viabilité technique et économique de telles options, l'utilisation efficace des sources d'énergie primaire et le comportement des marchés seront déterminants pour l'introduction réussie des carburants alternatifs et les technologies s'y rapportant.

Les carburants alternatifs pourraient remplacer progressivement les d'énergie d'origine fossile et rendre ainsi le transport durable d'ici à 2050.

Les candidats à la substitution des carburants classiques sont multiples. La demande de carburant et les défis liés aux gaz à effet de serre nécessiteraient le recours à une palette de carburants pouvant être produits à partir d'un grand nombre de sources d'énergie primaire différentes. Il existe un large consensus pour affirmer que tous les carburants durables seront nécessaires pour répondre intégralement à la demande escomptée.

Néanmoins, il convient de souligner que chaque mode de transport nécessite une solution spécifique. Les carburants à haute densité d'énergie conviennent davantage aux activités impliquant des trajets longs, telles que le fret routier, le transport maritime et l'aviation. La compatibilité des nouveaux carburants avec les technologies et les infrastructures actuelles serait un facteur majeur qu'il importerait de prendre en considération pour des raisons liées essentiellement à la viabilité économique des différentes solutions envisagées.

INDEX DES TAGS

A

Agriculture.....	10
Agroalimentaire.....	10

C

Carburants.....	11
Croissance.....	9

D

Démographie.....	5
------------------	---

E

Ecofys.....	8
Economie Internationale.....	7
Economie verte.....	9
Energie.....	8
Enquête.....	4
Environnement.....	8, 9, 11

G

Gaz à effet de serre.....	11
---------------------------	----

I

Islam.....	5
------------	---

J

Jeunesse.....	4
---------------	---

P

PIB.....	7
Prévision.....	7
Prospective.....	7, 8

R

R&D.....	6
Recherche.....	3, 6
Religion.....	5

S

Sciences.....	3, 6
Sécurité alimentaire.....	10
Société.....	3, 4, 5

T

Technologie.....	3, 6
------------------	------